

Extrait du FSU Haute-Marne

<http://sd52.fsu.fr>

# Rentrée 2010:14 suppressions de postes dans les écoles et 17 dans les collèges

- Actualités de la FSU Haute-Marne -

Date de mise en ligne : vendredi 29 janvier 2010

---

**FSU Haute-Marne**

---

### **27 élèves de moins dans les collèges de Haute-Marne =17 postes supprimés, 14 divisions retirées..La coupe est pleine !**

Déclaration au CTPD Haute-Marne du 29 janvier 2010

Le gouvernement continue son entreprise de démolition du service public d'Éducation. La carte scolaire 2010 annonce 2 658 créations de postes dans le 1er degré alors que plus de 9 000 emplois sont détruits. La suppression de l'année de formation des PE2 aura des répercussions sur : " la qualité de la formation des futurs enseignants " l'avenir des centres de formation IUFM " la formation continue " les décharges des directions des écoles à 4 classes : leur maintien implique, dans la logique ministérielle, un accroissement des fermetures de classes. " l'alourdissement des conditions de travail des équipes dans les écoles : selon le ministre, elles doivent, le directeur en particulier, accompagner les PE1. Quand ? Comment ? En cas de gros problèmes de gestion de classe du PE1, toute l'équipe aura à les gérer. Quel climat dans les écoles ! Après la punition de l'aide personnalisée, voici le bénévolat à toute heure : serons-nous canonisés pour qu'enfin « l'instituteur apporte autant que le curé » ?

Autre souci : les PE1 seraient en doublettes de septembre à novembre : dans quelles conditions ? Tout cela pourrait paraître incohérent mais procède en réalité d'une seule logique : le démantèlement de l'École Publique. Certains ont voulu dégraisser le mammoth, actuellement on veut le dépecer. Le scénario ne date pas d'hier. Après avoir réduit la formation des enseignants spécialisés à un an en transformant le CAPSAIS en CAPA-SH, le gouvernement a supprimé 1 500 de ces postes l'an dernier et continue en proposant une offre de formation réduite à une peau de chagrin cette année. Vous avez fait le choix, l'an passé, de supprimer tous les postes surnuméraires de ce département. Ils permettaient pourtant, dans les zones très sensibles, un travail pédagogique intelligent, vraiment au service des enfants en difficulté.

Nous ne sommes pas systématiquement opposés aux fermetures de postes, mais nous nous opposons à cette nouvelle grille pour les primaires qui a pour seul objectif de pouvoir fermer encore plus de classes à l'avenir. Le changement de seuil de 25 à 27 à partir de la 7ème classe entraîne un palier trop important : il faut 39 élèves supplémentaires pour ouvrir la 8ème classe ! De plus, cette nouvelle grille n'avantage pas suffisamment les ZEP. Nous considérons également que les seuils des grilles jusqu'alors en vigueur dans ce département sont trop élevés.

Nous demandons que des postes spécialisés soient créés ainsi que des postes surnuméraires car la population scolaire haut-marnaise en a besoin. Il faut donner à l'École de ce département les moyens de vraiment être Le service public d'Éducation de tous nos élèves.

La rentrée 2010 dans les collèges et lycées s'annonce comme la pire de toute. Jamais autant de postes n'ont été retirés à notre académie, à notre département. Ce que nous dénonçons de longue date, la gestion comptable des postes, la casse du service public d'Éducation est à son paroxysme aujourd'hui. 183 postes supprimés dans les lycées et collèges de l'Académie pour la perte de 209 élèves soit la suppression d'1 poste à chaque perte de 1,1 élève. En Haute-Marne, pour les collèges et les SEGPA, moins 35 élèves=moins 17 postes soit la suppression d'un poste par perte de 2 élèves.

Quels motifs allez-vous trouver cette année pour justifier cette saignée ? Comment allez-vous pouvoir argumenter le fait qu'avec de moins en moins d'enseignants on va pouvoir travailler aussi bien ? Déjà les problèmes de remplacements que nous connaissons cette année prouvent bien que la politique libérale de ce gouvernement conduit à une diminution énorme de l'offre d'Éducation. De plus l'augmentation des HSA de 8 l'an dernier à 96 cette année, montre aussi que l'objectif est bien de faire peser encore plus sur les enseignants, les conséquences de ces suppressions. Vous modifiez également les seuils de fermeture de divisions en collège afin, une fois de plus, de faire

des économies de postes, vous supprimez ainsi 14 divisions, soit 14 classes pour la perte de 27 élèves ! Pensez-vous également, qu'en collège, en particulier en 4ème / 3ème où les élèves, en pleine crise d'adolescence, de plus en plus difficiles, pourront mieux apprendre dans des classes à 27,28,29 ? Nous constatons également la disparition d'heures pour les établissements situés en Réseau Réussite Scolaire, la baisse des moyens pour les classes relais (-7heures) et -71 heures en Segpa pour la perte de 8 élèves. A ces suppressions, directement visibles sur le terrain à la rentrée 2010, s'ajoutent : " la suppression de 12 postes administratifs dans l'Académie " la formation initiale des enseignants bradée, relevant un mépris total de nos métiers " la volonté ministérielle d'imposer toujours plus d'heures supplémentaires " la réforme des lycées qui diminue les horaires disciplinaires et nie la qualification des enseignants en installant, par exemple, des enseignements d'exploration déconnectés de la discipline de recrutement des enseignants " la réforme de la « gouvernance » des établissements qui élargit les pouvoirs des chefs d'établissements et installe une hiérarchie pédagogique intermédiaire choisie par ce dernier " le refus ministériel de discuter de toute revalorisation en dehors d'un chantage à l'élargissement des missions " la transformation de l'orientation scolaire avec de lourdes menaces sur l'avenir des COPsy dont une grande partie des missions serait confiée aux enseignants.

La coupe est pleine et notre exaspération est aussi à son comble en voyant le nombre de postes ouverts cette année au concours de recrutement des enseignants du second degré. 8600 postes pour le public, recrutements qui stagnent, et 230% de postes en plus, sur les fonds publics pour le privé. Les réformes que l'État s'applique à lui-même ouvrent des boulevards au privé au détriment de la solidarité et de l'efficacité que les citoyens sont en droit d'attendre de leur service public d'Éducation.